

difficile de comprendre ce genre de budget. Par-dessus le marché, suivant l'exemple de Marie-Antoinette qui disait: «Qu'ils mangent de la brioche»; le ministre des Finances déclare: «Je vais accorder ces concessions aux riches parce que nous avons une grave pénurie de riches.» Pendant ce temps, il opprime les pauvres. C'est vraiment très difficile à comprendre.

Il faut se demander si le ministre des Finances qui semble si gentil n'a pas pêché par ignorance. N'a-t-il pas compris la portée de ses actes? D'après le *Globe and Mail* du 13 juin 1985, un journal que je respecte beaucoup comme je respecte celui qui l'a façonné et qui siège maintenant avec nous au Sénat, les collaborateurs de l'honorable Michael Wilson lui auraient dit exactement quelles seraient les conséquences de ces propositions fiscales, à savoir qu'elles appauvriraient davantage les indigents et enrichiraient encore plus les riches. Ce qui ne l'a pas empêché d'agir et il a fallu un mois de protestations dans tout le pays pour qu'il batte en retraite.

L'émoi que ces mesures ont suscité a été tel qu'un collaborateur du *Edmonton Journal*, M. Don Braid en personne, qui grinçait des dents et fulminait chaque fois qu'il entendait le mot «libéral», a écrit les lignes suivantes le 12 juin dernier:

Avec les conservateurs, tout va pour le pire dans le pire des mondes: impôts élevés, baisse des services et recrudescence du favoritisme politique. Conclusion: les amis des conservateurs se serviront grassement, mais nous y laisserons tous des plumes.

Ce n'est pas nous qui avons dit cela, mais un vrai rédacteur bleu du *Edmonton Journal*, un journal qui se trouve dans un bastion conservateur.

Vinrent ensuite les cadeaux aux sociétés pétrolières, alors même qu'aux États-Unis, le foyer des pétrolières, le siège des multinationales où elles détiennent le plus gros de leurs intérêts, voilà maintenant qu'on entend le secrétaire d'État à l'Énergie, M. John S. Herrington, dire que dans le cadre des propositions fiscales de M. Reagan, les sociétés et l'industrie pétrolières paieraient plus d'impôts. Nous réduisons leurs impôts au Canada. Nous leur donnons des milliards de dollars. Pourquoi, je vous le demande? Parce que le Programme énergétique national était une catastrophe pour elle, semble-t-il. Il était tellement mauvais que les pétrolières ont réalisé plus de bénéfices en 1984 qu'en 1980. Elles se plaignaient à l'époque que nous, les libéraux, versions de l'argent pour obliger ces pauvres pétrolières à forer des puits dans des endroits qui ne leur plaisaient pas et à faire de la prospection dans les régions éloignées au lieu de l'Alberta. Voyez ce qu'elles font maintenant qu'elles jouissent de ces dégrèvements fiscaux. Elles redemandent les mêmes subventions que naguère. Elles ne font plus de prospection à Hibernia, au large de la Nouvelle-Écosse, voire dans la mer de Beaufort, à moins qu'on leur donne davantage d'argent. Elles hurlent à qui mieux mieux.

Pourquoi devrions-nous croire ce qu'elles disent? Pourquoi nous être laissés bernier par leurs histoires larmoyantes? J'admire beaucoup M. Dalton Camp, qui nous a prévenus, dans la *Gazette* du 17 mai 1985, quelles que soient nos allégeances politiques, de ne pas croire forcément que les entrepreneurs investiront davantage et relèveront le taux de productivité de

notre économie parce que l'honorable Michael Wilson leur a consenti de tels avantages. Dans cet article, il dit ceci:

Je ne suis pas certain que faire le bien par actionnaire interposé, maximiser ses profits et le reste... pourra régler la question.

Et M. Camp, un homme très sage, d'ajouter:

Il existe autre chose, dont un engagement envers l'intérêt national, l'intégrité de nos institutions de même que de bonnes vieilles choses comme le sens du partage dans la recherche de la justice. Dieu sait ce qu'on enseigne aujourd'hui dans les écoles d'administration des affaires, ici ou à Harvard. Mais si on en juge par ce qui se passe, ce n'est pas ce qu'on enseigne.

En somme, le partage et l'intérêt pour autrui.

Cependant, nous ne sommes pas au bout de nos peines. M. Epp songe maintenant à la privatisation des services de santé. C'est le prochain changement à l'ordre du jour. Quelqu'un devrait le prévenir que le public ne suivra pas.

Il existait des solutions de rechange; il existait toutes sortes de moyens de réduire le déficit. Je sais que même des membres de mon parti ne seront pas d'accord avec moi et je le regrette, mais je ne suis pas en accord avec eux; à la fin de 1981, le montant des impôts reportés s'élevait à 28.5 milliards. Je dis bien des impôts reportés. L'amortissement accéléré est un prêt que nous consentons à une entreprise. Nous devrions demander aux entreprises de payer un intérêt d'à peu près 10 p. 100, c'est-à-dire au taux courant. Ce qui rapporterait environ 3 milliards par année au gouvernement. C'était du domaine du possible.

Comme je le disais, nous ne devrions pas accorder l'exemption sur les gains en capital sans exiger que les bénéfices servent, par exemple, à créer de l'emploi au Canada et non à acheter des chevaux. C'est dommage que le sénateur Phillips ne soit pas ici. Lui et moi avons d'intéressantes conversations au sujet des chevaux, notamment sur la partie du cheval que je suis censé représenter. J'accepte ses sarcasmes parce que c'est un bon copain.

D'autres choses auraient pu être supprimées. Le gouvernement s'en est abstenu; il a préféré s'en prendre aux pauvres. Il aurait pu tenir ce langage aux pétrolières: «D'ici 1990, nous allons vous donner 9.6 milliards. Accepteriez-vous d'en donner 10 p. 100 pour nous éviter de désindexer nos programmes sociaux? On a haussé les plafonds des REER. Qui peut se permettre d'économiser \$15,000 par année en investissant dans un tel régime? Pas la classe moyenne, ni les pauvres, mais les riches. Nous écrasons le pauvre pendant que nous enrichissons le riche. Je veux bien accorder des privilèges au riche, mais pas aux dépens du pauvre. Politiquement ce n'est pas bon et l'étiquette parlementaire ne me permet pas de dire ce que j'en pense.

Il existe de nombreux endroits où l'on aurait pu réduire les dépenses. Par exemple, la création de ces postes de chefs de cabinet va coûter 15 millions. A en croire par les résultats, leurs conseils aux ministres ne sont pas trop bons. On aurait pu se passer de ces postes. Ce programme de formation essentielle pour les adjoints ministériels, c'était du gaspillage puisqu'ils se révèlent être de piètres conseillers. Ils auraient pu épargner de l'argent en évitant de faire faire des vols supplémentaires à des avions qu'ils ont pris et qu'ils n'avaient pas besoin de prendre;